

« Inéquitable » l'augmentation de 10% de la valeur du point d'indice ? Mais de qui se moque le ministre-candidat Guerini ?

Montreuil, le 27 juin 2024

Interrogé par le média *Acteurs Publics* à propos de la proposition d'augmenter la valeur du point d'indice de 10% prévue par le programme du Nouveau Front Populaire, voici ce qu'ose répondre le ministre de la Transformation et de la Fonction publique Stanislas Guerini, également candidat aux élections législatives : « *Une augmentation générale du point d'indice de 10 % serait inéquitable. En s'appliquant mécaniquement à tous les salaires, elle avantagerait bien plus les plus hautes rémunérations* »

Alors que l'inflation explose, que le pouvoir d'achat des fonctionnaires et donc des personnels de l'Éducation nationale s'effondre, de qui M. Guerini se moque-t-il en indiquant que l'augmentation de 10% de la valeur du point d'indice, dont bénéficieraient tous les fonctionnaires, serait inéquitable ?

A l'opposé de l'augmentation de la valeur du point d'indice, que M. Guerini a gelé en 2024, le ministre-candidat préconise toujours la rémunération dite « au mérite » : « *Le mérite est inhérent au statut de la fonction publique depuis son origine, arrêtons de les opposer !* »

Il n'a donc pas renoncé à son projet de loi qui projette de développer le salaire au mérite, de remettre en cause les catégories A, B et C, et par voie de conséquence, d'en finir avec la grille unique des rémunérations, réforme dont Force Ouvrière exige l'abrogation.

Et alors que les postes et les agents manquent dans les services publics, en particulier dans les écoles, les établissements, les services et les universités, M. Guerini indique : « *Pour rendre le service public plus efficace, la réponse ne se résume pas de manière simpliste à "plus d'emplois publics" : l'enjeu est d'abord de mieux définir les besoins prévisionnels prioritaires et la présence territoriale des services, de simplifier tant l'organisation du service que les conditions.* »

En bon français, les suppressions de postes devraient se poursuivre !

De ce point de vue, le ministre-candidat Guerini est en accord avec les propos de M. Roger Chudeau, qui annonce que le Rassemblement National prévoit lui aussi de nouvelles suppressions de postes dans l'Éducation nationale.

La FNEC FP-FO n'entend pas taire ces revendications durant la campagne des élections législatives. Elle réaffirme ses exigences :

- **Augmentation immédiate de 10% de la valeur du point d'indice !**
- **Ouverture de discussions pour rattraper les 28,5% perdus depuis 2000 !**
- **Abandon du projet de loi Guerini qui veut briser les garanties collectives des fonctionnaires en instaurant notamment la rémunération dite « au mérite » !**
- **Arrêt des suppressions de postes et création immédiate de tous les postes nécessaires dans les écoles, les établissements, les services et les universités !**